

alternatives

LE JOURNAL

VOL.11 • NO.6 / MARS 2005

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Damas dans la mire

L'assassinat de l'ex-premier ministre libanais, Rafik Hariri, à Beyrouth, a relancé la tension au Proche-Orient. L'administration américaine, qui avait clairement indiqué son intention d'en découdre avec la Syrie — un pays de l'« axe du mal », selon George W. Bush —, entre à nouveau dans de grandes manœuvres visant à faire basculer le régime syrien. Ce qui pourrait avoir des répercussions majeures au Liban, en Palestine et ailleurs dans la région.

Premier ministre du Liban de 1992 à 1998, puis de 2000 à 2004, Hariri avait gouverné d'une façon habile, possédant plusieurs cartes dans son jeu. Milliardaire ayant fait fortune en Arabie Saoudite, il gérait le Liban comme une entreprise privée, ce qui ne faisait pas plaisir à tout le monde. À commencer par les couches populaires, délaissées au profit de divers projets pharaoniques conçus pour faire de Beyrouth une capitale financière et touristique.

Mais Hariri avait également un côté paternaliste qui plaisait, et surtout il savait manier l'art du compromis. Il avait les bonnes entrées auprès des pétromonarchies du Golfe, et cultivait l'amitié de Paris et des principales capitales européennes. Il n'était pas nécessairement mal vu de Washington, sans pour autant faire partie du « club des amis » de l'administration américaine, depuis la première élection de Bush.

Avec la Syrie, Hariri entretenait un rapport de haine et d'amour. Plus récemment, pressé par Paris et Washington, et sous l'influence de nombreux courants politiques libanais, Hariri avait entrepris de se démarquer de Damas et de réclamer

la fin ou tout au moins l'allègement de la tutelle syrienne. Enfin, vis-à-vis du puissant voisin israélien, Hariri n'était pas dans les bonnes grâces d'Ariel Sharon, mécontent des tractations libano-syriennes et de la résistance du Liban à la normalisation. Tout cela faisait à l'ex-premier ministre bien des amis et bien des ennemis. Si son assassinat demeure encore un mystère, il n'est pas exagéré de dire que c'est la Syrie qui est pour le moment la grande perdante.

La Syrie fragile

Indépendamment des derniers événements, la Syrie demeure un État très fragile dans la tourmente du Proche-Orient. Le président Bachar al-Assad, qui a succédé à son père il y a quelques années, s'est retrouvé dans des souliers un peu trop grands pour lui. À son crédit, il a tenté d'entamer un processus de démocratisation. Un certain « printemps de Damas » avait permis au début de 2002, aux intellectuels et aux mouvements politiques et sociaux, de réclamer des changements au système autocratique passablement figé.

Mais les « dinosaures » qui contrôlent l'État et les nombreux ap-



Le lourd héritage d'un régime crispé

PHOTO : © JOSEF LAMBERT

Repères Syrie

La Syrie est une république et son régime présidentiel est appuyé par un parti dirigeant, le parti Baas (au pouvoir depuis 1963). Les autres principaux partis politiques sont le Parti communiste, le Front national progressiste, le Parti arabe socialiste unioniste et le Parti démocratique kurde.

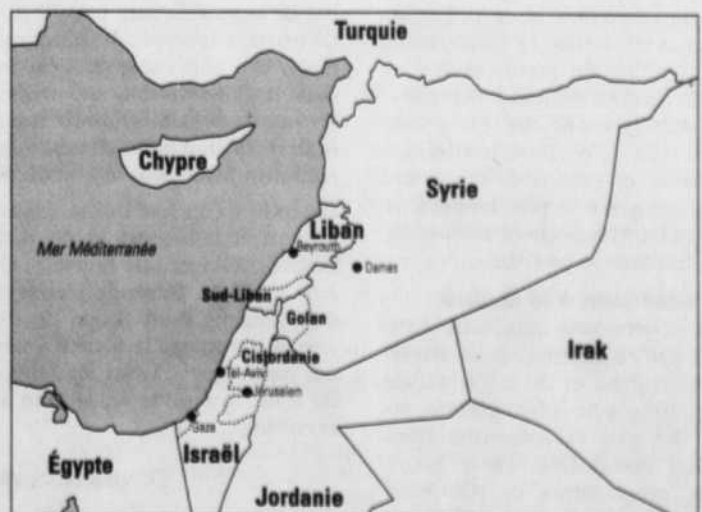
La capitale est Damas et la langue officielle est l'arabe.

La population est de 17 millions d'habitants, composée d'Arabes (88 %), de Kurdes (8 %), d'Arméniens (2,8%), de Tchérkesses et d'Assyriens (environ 0,2 %).

Le plateau du Golan est occupé par Israël depuis 1967, dont l'annexion en 1981 n'a pas été reconnue sur le plan international.

Quelques dates

- 1970 : Le général Hafez al-Assad accède au pouvoir.
- 1991 : Des mesures économiques sont mises en place pour favoriser les investissements étrangers.
- Février 1999 : Réélection de Hafez al-Assad pour un nouveau mandat de 5 ans avec 99,9 % des votes.
- Juin 2000 : Décès de Hafez al-Assad. Son fils, Bachar al-Assad, prend la relève.
- Août 2000 : Début d'une période de relative liberté d'expression appelée le « printemps de Damas ».
- Septembre 2000 : Un manifeste, rassemblant 99 intellectuels et artistes syriens, revendique l'instauration de la démocratie, le rétablissement de toutes les libertés publiques et l'amnistie générale des prisonniers politiques.
- Février 2001 : Les éléments conservateurs du régime reprennent la situation en main. Dix personnalités de l'opposition démocratique sont arrêtées.
- Octobre 2001 : La Syrie est élue membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.
- 15 avril 2003 : Les États-Unis menacent la Syrie de sanctions pour son attitude, qu'ils jugent hostile à la coalition américano-britannique en Irak, et l'accusent de posséder des armes chimiques.
- 2 septembre 2004 : Les États-Unis ont fait endosser par le Conseil de sécurité des Nations unies la résolution 1559 demandant à la Syrie de se retirer du Liban.



pareils de sécurité ont obtenu du président qu'il mette de côté ses velléités démocratiques. Entre-temps, l'économie syrienne s'est retrouvée dans une impasse croissante. L'occupation américaine en Irak lui a enlevé une grande partie du trafic plus ou moins légal qu'elle entretenait avec son turbulent voisin. Les menaces constantes proférées par Washington contre la Syrie et l'Irak, le grand allié de Damas, ont pratiquement gelé les relations commerciales et les investissements. Ce qui ne plait pas à l'Europe. Mais sur cela, comme sur tant d'autres dossiers au Proche-Orient, les États-Unis imposent leur point de vue. Selon nos sources à Damas, la situation pourrait facilement devenir explosive.

Le dilemme libanais

Dans les années 1970, le Liban était engouffré dans une crise multidimensionnelle faisant éclater le pays et conduisant à l'invasion israélienne de 1982, pendant laquelle plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été tuées. Pays limitrophe de la Palestine et de la Syrie, le Liban a absorbé le choc des guerres et des conflits qui se sont succédés depuis 1948, 1956, 1967, 1973 et jusqu'à plus récemment. En plus de reposer sur un équilibre interne assez précaire, le Liban a été le terrain de chasse des différents acteurs régionaux.

À l'époque, la Syrie avait assez bien joué son jeu en se positionnant comme le grand pacificateur. À la fois pour mettre les Palestiniens à leur place, et à la fois pour empêcher un *take over* de la part des Israéliens par l'intermédiaire de leurs alliés locaux, dont le parti phalangiste. Les diverses interventions militaires syriennes avaient permis d'établir un certain ordre au Liban, une stratégie qui avait été finalement acceptée par les pays de la région (accords de Taïf en 1989), ainsi que par l'Europe et les États-Unis. On s'entendait au moins pour « calmer le jeu » au Liban et donc laisser la Syrie exercer une tutelle plus ou moins directe sur le pays des cèdres.

Mais au tournant des années 1990, cette situation a changé. Avec l'alliance Bush-Sharon, le but n'est plus de simplement gérer le statu

quo. Cette « réingénierie », commencée en Irak, se donne clairement le mandat de continuer vers la Syrie, l'Irak et même d'autres pays du Proche-Orient. Dans ce contexte, Washington n'est plus d'accord pour « tolérer » le pouvoir semi autonome du gouvernement syrien chez lui et au Liban.

Dans cette foulée, les États-Unis ont fait endosser par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 2 septembre dernier, la résolution 1559 demandant à la Syrie de se retirer du Liban. Habilement, les États-Unis ont capitalisé sur la grogne croissante parmi les Libanais lassés de la tutelle syrienne. Car Damas a en effet établi dans ce pays un réseau d'influences qui dépasse de loin la simple sécurité du territoire, pour s'étendre à l'économie et à la politique.

Pour les appareils militaires syriens, véritable État dans l'État, le Liban est une importante source de revenus à travers divers trafics relativement illicites. À côté des opérations mafieuses, la Syrie « bénéficie » de son influence en déversant au Liban des dizaines de milliers de chômeurs et de démunis trop « contents » de leur rôle de main d'œuvre à bon marché, autrefois dévolu aux Palestiniens. Dans ce contexte, la Syrie ne veut pas « lâcher ».

Mais en forçant le changement de la Constitution pour permettre à son allié, Émile Lahoud, de rester à la présidence du pays l'automne dernier, Damas est allée trop loin. Lors de son passage à Beyrouth à l'occasion des funérailles d'Hariri, l'assistant secrétaire d'État pour le Moyen-Orient, William Burns, a déclaré que Washington attendait de Damas un virage radical, en retirant ses troupes du Liban, en collaborant plus activement avec les États-Unis dans la lutte contre l'insurrection en Irak, et en démantelant l'infrastructure des organisations palestiniennes radicales.

Les ambitions israéliennes

Allié stratégique des États-Unis, et davantage encore sous Georges W. Bush, Israël mène également son propre jeu à l'endroit de la Syrie et du Liban. Il faut rappeler que depuis 1967, Israël occupe une partie importante du territoire syrien sur

le plateau du Golan, annexé illégalement depuis ce temps. En dépit de plusieurs tentatives de négociations proposées par la communauté internationale, rien ne permet d'espérer un déblocage. Pour Israël, le Golan représente toujours un espace stratégique, et de plus, c'est de ce plateau que provient une grande partie de l'eau dans la région.

Parallèlement à ce contentieux, Israël tient beaucoup à détruire l'influence syrienne au Liban, car c'est en partie en raison de sa tutelle que le Liban a refusé de « normaliser » ses relations avec Israël. Mais l'opposition libanaise, à la mainmise israélienne, a ses propres racines, y compris du côté du mouvement politico-militaire Hezbollah. Car au Liban, Hezbollah est perçu d'une manière qui diffère beaucoup de l'image de terroriste véhiculée par les médias occidentaux. Parti politique disposant d'une importante représentation au Parlement libanais, réseau caritatif qui gère une grande partie des infrastructures sociales au sud du Liban, Hezbollah dispose de capacités militaires qui bloquent les ambitions israéliennes. Beaucoup de Libanais, et pas seulement des chiïtes (composant majoritairement la base d'Hezbollah), pensent que sans cette résistance, Israël aurait « palestinié » le Liban et consolidé son occupation jusqu'au cœur de la capitale libanaise. On comprend dès lors l'importance pour Israël d'éradiquer ce mouvement et en même temps, de faire disparaître les Syriens du Liban.

Des tensions à venir

Du côté libanais, le désir d'en finir avec la tutelle syrienne est prédominant. Des personnalités comme Walid Jumblatt, chef du Parti socialiste progressiste, longtemps allié de Damas, ont ajouté leurs voix à ceux qui réclament le départ de l'armée syrienne, qui compte plus de 20 000 hommes au Liban. Les Syriens pour leur part aspirent à la démocratie et en ont marre du régime actuel. Mais la région recèle des angoisses terrifiantes : la peur de voir le loup entrer par la porte de derrière pendant que le lion sort par la porte de devant reste bien présente.

PIERRE BEAUDET



Aceh après la catastrophe

En parcourant la route de Medan vers Banda Aceh, dans la province indonésienne dévastée par le tsunami en décembre, la beauté du paysage nous coupe le souffle. La forêt tropicale est pleine d'oiseaux et d'animaux. Vers l'est, la ligne blanche des plages s'étend à perte de vue. À l'ouest, les rizières en terrasses étincellent de soleil et d'eau, où se reflètent les dômes d'innombrables mosquées. Dans les champs, les paysannes sont à l'œuvre. Le paradis... jusqu'à l'entrée de la ville où tout n'est que destruction et boue.

L'odeur de la mort flotte encore sur Banda Aceh. Les secouristes masqués continuent de ramasser les corps dans une atmosphère morbide et irréelle. Personne n'est encore certain du décompte, mais on sait que le nombre total sera beaucoup plus élevé que les 75 000 morts recensés jusqu'à présent.

Dans la province d'Aceh, la population vit majoritairement de l'agriculture et 42 000 familles vivent de la pêche artisanale. Les paysans cultivent le riz, les oignons, les légumes, le maïs, le café et les noix de coco, sur de micro parcelles de terre de moins d'un hectare. Dans bien des cas, on est à la fois paysan et pêcheur, car il faut travailler fort pour survivre.

L'ampleur de la catastrophe

Il est encore trop tôt pour pouvoir établir la recension de tout ce qui a été détruit le 26 décembre 2004. Selon un rapport de la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), deux tiers des pêcheurs ont été tués à Banda Aceh. 70 % de la flottille de pêche a été anéantie. On ne compte pas les maisons, les biens matériels, la nourriture qui était stockée. À ce jour, les pêcheurs n'ont toujours pas repris la mer. Certains d'entre eux s'affairent à reconstruire leurs bateaux ou sont encore pris par une profonde léthargie, alors que d'autres demeurent réfugiés dans les montagnes, ayant peur de revenir sur la côte, et ce, même s'ils ne savent pas comment y subsister.

Des associations s'interrogent également sur ce qui adviendra dans le sillage de la reconstruction annoncée par le gouvernement. Depuis longtemps, les pêcheurs traditionnels subissent la compétition des chalutiers thaïlandais qui, munis d'immenses filets, ratissent les fonds marins. Selon Chaspul Hassibuan, de la Coalition pour la solidarité humaine vis-à-vis des désastres naturels (KSKBA), ces navires opèrent illégalement, mais impunément, à l'intérieur de la zone indonésienne, grâce à des bakchichs payés à l'armée indonésienne.

Le long des côtes, les communautés s'inquiètent de la destruction des mangroves où des entreprises ont installé des pêcheries industrielles. Les écosystèmes marins sont affectés par ce « développement » qui vulnérabilise les villages longeant la mer. Certes, ces communautés ont besoin d'une aide d'urgence pour survivre à court terme, mais ce qui est le plus important, c'est la reconstruction de leurs capacités de subvenir à leurs propres besoins.

Qui peut nourrir la population ?

Le secteur agricole dans la province d'Aceh a été moins affecté par le tsunami. La Fédération des fermiers indonésiens (FSPI) rapporte cependant des dommages importants sur la côte Ouest. Selon la FAO, 40 000 hectares de rizières irriguées ont été détruits,



PHOTO: WALLY SANTANA / AP

Devant un énorme bateau qui a été déplacé de plusieurs kilomètres jusque sur une route côtière par le tsunami du 26 décembre, une jeune fille transporte des vivres qu'elle est allée chercher à plus de trois jours de marche de son village.

de même que plusieurs canaux d'irrigation. L'eau de mer qui a pénétré loin dans les terres y a déposé du sel et les impacts de cette situation pourraient être très négatifs. Henry Saragih, de la FSPI, estime qu'il faudra deux ans pour réparer les dégâts. Avant le tsunami, Aceh produisait assez de riz pour nourrir ses quatre millions d'habitants et même vendre à l'extérieur plus de 200 000 tonnes de riz. Mais pour les petits fermiers, la

vie était dure. 30 % des paysans sont sans terre, toujours selon la FSPI.

Depuis la catastrophe, la survie de la population est en jeu. Des tonnes d'aide alimentaire sont distribuées et les besoins sont énormes : plus d'un million de personnes dépendent de ces livraisons. Plusieurs d'entre elles vivent dans des camps de fortune, mais beaucoup se sont réfugiées chez des membres de leurs familles. Très souvent, ces personnes ne sont

pas enregistrées auprès des agences d'aide, qui dirigent leur intervention surtout vers les camps.

Un tel afflux d'aide a parfois des effets pervers, comme de faire chuter les prix des denrées agricoles et donc de mener les petits producteurs à la ruine. La crainte est justifiée, car c'est exactement ce qui est arrivé en Somalie, en 1992. Les fermiers somaliens se sont retrouvés ruinés alors que leurs récoltes étaient pourtant amplement suffisantes pour subvenir à leurs besoins. Mais les stocks distribués par les agences internationales étaient constitués d'aliments importés.

Henry Saragih affirme que cela peut être évité en Indonésie si, et seulement si, les agences humanitaires achètent localement. Ce n'est pas impossible, considérant le fait que l'Indonésie a produit en 2003 un surplus de 6,8 millions de tonnes de riz. Pour le moment en tout cas, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, assurant la distribution des vivres, achète celles-ci auprès des paysans locaux. Mais du riz a quand même été importé de Thaïlande, d'Arabie saoudite et même des États-Unis. Cette aide a été livrée par les États-Unis qui préfèrent donner « en nature » plutôt qu'en argent, par l'intermédiaire de l'armée américaine et USAID, l'agence qui coordonne l'aide humanitaire à Washington.

INDRA LUBIS ET ISABELLE DELFORGE

Les auteurs sont respectivement associées à la FSPI à Djakarta, et à Via Campesina, un réseau international de mouvements paysans.

Combattre la pauvreté au Venezuela

CARACAS — Sous la plupart des cieux, le mot mondialisation évoque des images d'hommes d'affaires et de conseillers d'entreprises aux salaires faramineux, proposant aux États des offres qu'ils ne peuvent refuser. Mais à Nuevo Horizonte, ce vaste barrio, ou bidonville, qui s'étend comme des vêtements sales sur une corde à linge dans les hauteurs, au-dessus de la capitale du Venezuela, le mot mondialisation évoque Martha Perez Miranda. Une souriante dentiste cubaine d'une cinquantaine d'années offrant des soins gratuits aux personnes démunies.

Avec trois autres médecins cubains et une petite équipe d'infirmières et de médecins locaux, la docteure Perez fait fonctionner une clinique qui assure une gamme de soins de la santé primaires à une population obligée, avant l'ouverture de la clinique, de faire plusieurs kilomètres pour un simple examen de routine. La petite clinique est d'une propreté impeccable malgré son achalandage tout au long de la journée. Marco, chômeur dans la vingtaine à qui on fait un plombage, n'a aucune envie de parler. Mais une femme plus âgée fait l'éloge de la clinique ouverte depuis six mois : « Les médecins vivent dans le barrio, alors si on a besoin d'aide la nuit, ils sont toujours disponibles. »

Pétrole contre médecins

À l'échelle du Venezuela, plusieurs milliers de médecins cubains participent à cette expérience novatrice qu'on appelle « Barrio Adentro » (dans le barrio). L'expérience vise à offrir des soins de santé gratuits à quelques-unes des collectivités les plus pauvres — et les plus malades — du pays. Les Cubains travaillent pendant deux ans et emploient un matériel fourni, en grande partie, par l'État cubain. En échange, le Venezuela (qui souffre d'une pénurie de médecins prêts à renoncer aux tarifs élevés du secteur privé, mais qui est riche en pétrole) s'assure que l'île socialiste assiégée ne manque pas de ressources énergétiques. Pour plusieurs, cette collaboration, unique en son genre, est un bon exemple de deux pays tirant des avantages réciproques de leurs ressources respectives.

L'opposition

Mais les politiciens opposés au président Hugo Chavez ne l'envisagent pas de cette façon. L'opposition affirme que les programmes sociaux, y compris Barrio Adentro, sont un gaspillage d'argent. Elle critique également la décision du président d'obliger PDVSA, la société pétrolière d'État, de financer directement une partie de ces programmes. Certains adversaires de Chavez estiment même que la participation des médecins cubains fait partie d'un sinistre complot visant à faire subir aux Vénézuéliens démunis un endoctrinement marxiste.

En avril, le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré que le Venezuela devait prendre des mesures immédiates pour ramener à des niveaux qu'il jugeait plus prudents les dépenses de l'État. Enfin, il y a quelques jours, Agustín Carstens, directeur général adjoint du FMI, a déclaré les dépenses sociales du gouvernement Chavez « non viables ».

Jusqu'ici, cependant, Chavez n'a apparemment pas l'intention de suivre ces conseils. Selon lui, le FMI et la Banque mondiale font partie d'un projet impérialiste de domination mondiale, et les gens de tous les pays doivent résister à leurs pressions. Du point de vue du président du Venezuela, ces programmes sociaux bien financés n'ont pas seulement pour effet d'améliorer la vie de millions de personnes, ils permettent également d'élargir et de consolider la base politique du « mouvement bolivarien » qu'il dirige.

Développement endogène

Dans un quartier ouvrier de Caracas, on voit lentement prendre forme une autre expérience très particulière du président Chavez : les centres de développement endogènes. Un ensemble abandonné formé d'entrepôts et d'un terminal pétrolier de PDVSA a été transformé en centre communautaire. On y trouve un centre de soins de santé secondaires à la fine pointe de la technologie, ainsi que de grands ateliers où les jeunes en chômage apprennent à confectionner des chaussures et des vêtements. Plusieurs centaines de garçons et de filles font ici un apprentissage quotidien en milieu de travail, gagnant environ 90 dollars US par mois. En comparaison, une femme tenant un petit commerce de fruits et de légumes à Nuevo Horizonte nous a dit gagner 100 dollars par mois, en travaillant 12 heures par jour.

Vivant avec l'omniprésence de la pauvreté et du chômage (on estime que la moitié de la population urbaine du Venezuela travaille dans le secteur « informel »), les pauvres semblent accorder au Commandante un appui solide. Leader charismatique, ou même messianique, dont les nombreux discours durent de deux à trois heures, Chavez sait qu'il ne suffit pas simplement de promettre une vie meilleure. Les autorités du Venezuela affirment que les centres de développement endogènes sont la clé pour améliorer la vie des pauvres, et que l'État prévoit en établir jusqu'à mille au pays. Le Venezuela a une population de 24 millions d'habitants. Tant que le pétrole se vend 40 dollars US le baril, il ne devrait pas être difficile de trouver l'argent pour les programmes sociaux. Mais même si le prix du pétrole diminue, ils sont convaincus que les retombées positives des dépenses sociales mettront le pays sur la voie de la croissance.

Siddharth Varadarajan

Le rêve américain selon les néoconservateurs

Lors de son discours à la nation, le président des États-Unis a annoncé les grandes orientations conservatrices de son administration en ce qui concerne la société américaine. Soit privatiser les fonds de pension, légiférer l'interdiction des unions gaies et faire renverser le jugement de la Cour suprême des États-Unis de 1971 autorisant l'avortement. Les premières victimes seront les femmes, les gais et les lesbiennes.



PHOTO: VISUAL AGENTUR

Sean Hayes, l'un des acteurs personnifiant un homosexuel de la populaire série télévisée américaine, Will And Grace, en compagnie de Jennifer Lopez dans une apparition spéciale de l'un des épisodes.

L'introduction d'un système de fonds de pension privé abolissant le système étatique sera la fin du New Deal de Franklin Delano Roosevelt qui, depuis 1936, était la pierre angulaire sur laquelle reposait l'avenir des salariés de la société américaine. L'amendement à la Constitution fédérale sur la définition du mariage traditionnel, annoncé par l'administration des néoconservateurs, a pour but de mettre fin aux jugements prononcés depuis un an par les cours de divers États sur la légalité des mariages gais. Abolir le libre choix en matière d'avortement et vouloir limiter les avortements, c'est revenir sur une décision prise par la Cour suprême des États-Unis en 1971. Un jugement connu sous les nom de l'affaire Roe vs Wade. C'est aussi aller à l'encontre de 60 % de l'opinion américaine.

Des organisations sociales inquiètes

Dans ces conditions, des organisations comme NOW (National Organization of Women), NARAL Pro-Choice (un organisme national qui lutte pour maintenir le droit à l'avortement) et la National Organization for Gay and Lesbian Rights sont sur le pied de guerre. Pour elles, il est clair que la volonté de renverser des mesures sociales progressistes répond aux visées idéologiques des fondamentalistes religieux comme Jerry Falwell et les groupes anti-avortement ou anti-gais (tel Family First), ainsi que des compagnies spécialisées en assurances et fonds privés.

Ces organisations sentent également que les cibles visées par l'agenda conservateur sont les droits des femmes et ceux des gais et lesbiennes : deux groupes de la population qui ont été à l'avant-garde pendant 20 ans des transformations sociales et culturelles de la société américaine.

La privatisation des fonds de pension

contribuera généralement à l'appauvrissement des femmes, qui sont en grande majorité des travailleuses à temps partiel au salaire minimum, vivant une précarité constante. Elles ne pourront investir dans un fonds privé qui puisse leur garantir un fonds de pension convenable, tout en maintenant un niveau de vie au-dessus du seuil de pauvreté. Plus particulièrement, cette mesure frappera les femmes monoparentales. 35 % d'entre elles, occupant un emploi, se considèrent déjà comme pauvres. Dans le cas des Afro-Américaines monoparentales, la pauvreté atteint présentement 45 %.

En 2004, 29 États ont adopté des mesures légales allant à l'encontre du libre choix en matière d'avortement. 26 États ont voté des lois pour interdire l'avortement au-delà de 10 semaines de grossesse. Et 15 autres ont voté différentes mesures contraignantes. Depuis 2000, les Cours suprêmes de 30 États ont dû entendre les revendications de divers regroupements en faveur de l'abolition et de la limitation des avortements. Le mouvement pour l'abolition du jugement Roe vs Wade de la Cour suprême des États-Unis est bien enclenché. En conséquence, George W. Bush a annoncé la nomination prochaine de quatre nouveaux juges à la plus haute cour de justice du pays, « qui défendront des valeurs familiales », a-t-il dit.

De la télévision à la réalité

Depuis environ une quinzaine d'années, le milieu culturel de la télévision, du cinéma et de la littérature avait permis une plus grande visibilité des gais et lesbiennes dans la société américaine. Entre autres par des programmes de télévision comme Will And Grace ou Ellen qui tentent de renverser les préjugés contre l'homosexualité et la bisexualité.

Ces programmes n'ont pas nécessairement empêché tous les actes homophobes mais néanmoins ils ont pu créer un espace public pour que les gais et lesbiennes puissent faire avancer leurs droits, et notamment la cause des unions et mariages gais. Le Vermont a été le premier État à légaliser l'union gais. Les États de New York et du Massachusetts ont suivi.

Pour les fondamentalistes religieux, dont Family First, le temps est venu de réagir. Cette présence accrue des gais et lesbiennes constitue pour eux une atteinte aux valeurs profondément américaines, c'est-à-dire chrétiennes. Ainsi Bush mène-t-il une croisade pour amender la Constitution américaine — loi suprême du pays — afin d'y enchâsser la définition traditionnelle du mariage, soit l'union d'un homme et d'une femme, dans le seul but de la procréation, seule légitimité du mariage aux yeux des fondamentalistes. Une fois l'amendement inscrit dans la Constitution, non seulement les mariages gais seront-ils interdits, mais il pourrait même être possible de contester les unions légales ou libres.

De cette façon, on isolera davantage les gais et lesbiennes et on pourrait même envisager une nouvelle chasse aux sorcières. L'agenda conservateur du président Bush risque de diviser encore davantage la société américaine, mais aussi d'isoler les États-Unis du reste du monde sur le plan social et culturel.

DONALD CUCCIOLETTA

Membre de l'observatoire sur les États-Unis à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM).

Autour des mines boliviennes les femmes fouillent les débris

Débutée au cours du XV^e siècle, l'exploitation des mines de Potosi en Bolivie se poursuit. Six siècles plus tard, les femmes sont toujours à la marge de l'exploitation minière.

LA PAZ — Lorsque le secteur minier bolivien a été privatisé en 1985, le contrecoup a été énorme. Seule une partie est tombée entre les mains de grandes entreprises privées. La majeure partie a été laissée à elle-même pour survivre, sans l'aide de l'État ni investissement étranger. Aujourd'hui, 85 % des mineurs travaillent dans des coopératives, utilisant des méthodes d'extraction manuelles et vivant généralement dans des conditions à la fois moins structurées et moins prospères que du temps de COMIBOL.

De 1952 à 1985, COMIBOL avait été la principale organisation représentant les mineurs. Sa réglementation excluait formellement les femmes du travail à l'intérieur des mines. Les femmes de mineurs étaient alors rassemblées dans des organisations appelées Amas de Casa, où elles organisaient des campagnes revendiquant l'amélioration des conditions de vie des mineurs et de leurs familles. Une partie du legs laissé par leurs luttes réside dans la reconnaissance du travail des femmes à l'intérieur de la cellule familiale comme un élément intégral et productif de l'industrie minière.

À part travailler à la maison, les femmes ont et continuent de contribuer à l'économie minière de diverses façons. Seulement 6 000 d'entre elles, sur un potentiel estimé à 60 000, sont membres des coopératives minières. Ainsi, la vaste majorité est en fait constituée des travailleuses autonomes, dont les activités vont du commerce informel à la récupération de minerais. Elles n'ont toujours pas accès aux emplois à l'intérieur des mines, mieux rémunérés.

Elles s'organisent tant bien que mal

Même si les *palliris* (cueilleuses à la main) ont formé des coopératives dans la région minière de Siglo XX au nord de Potosi, et qu'elles bénéficient de certaines structures organisationnelles à Potosi même, elles n'en demeurent pas moins des

travailleuses autonomes du secteur informel.

Au nord de Potosi, Nora Escueza, leader *palliri*, nous raconte qu'en tant que chef d'une coopérative de *palliris*, elle reçoit un petit salaire de la fédération des coopératives minières, mais que sa participation à l'intérieur de la fédération est limitée. Car, dit-elle, la fédération est un environnement « très masculin ». La coopérative permet à ces femmes de travailler ensemble. Mais le manque chronique de ressources empêche toute possibilité réelle de faire de l'organisation une plateforme permettant l'amélioration des conditions de travail des femmes.

La plupart d'entre elles doivent travailler six jours semaine à raison de plus de huit heures par jour pour joindre les deux bouts. Marchant à travers les énormes piles de déchets à l'extérieur de la mine d'étain de Siglo XX, Nora Escueza joue les guides. Deux autres femmes sont au travail. L'une d'elles, Alicia Mendez, explique simplement ce qu'elles font : « Nous retirons et rassemblons l'étain. » Pour cela, elles doivent soulever d'énormes pierres qu'elles frappent sur une colonne de pierre à la hauteur de leurs épaules. Alors, une fine poussière tombe à leurs pieds. À la fin de la journée, elles ramasseront l'étain qu'elles auront ainsi extrait, pour le revendre plus tard à un acheteur local.

« Nous sommes payées pour ce que nous trouvons », commente Alicia, en ajoutant qu'« il y a un long délai entre les heures travaillées et le moment où elles reçoivent leur salaire ». Travaillant ainsi depuis des années, elle estime qu'elle amasse en moyenne 150 dollars canadiens par mois. C'est suffisant pour garder un toit au-dessus de sa tête et celles de ses sept enfants, mais pas assez pour prendre quelques jours de repos ou cesser de travailler en tant que *palliri*. Un travail qu'elle effectuera « tant que Dieu [la] laissera vivre », dit-elle.

Et demain nous recommencerons

Chuquiuni est une communauté au nord de La Paz, la capitale de la Bolivie. Construite autour de deux mines d'or, elle abrite une population de 2 500 âmes. Le logement informel et les salaires incertains sont la norme. On estime que 120 familles doivent travailler sur les bords de la rivière pour parvenir à survivre. Or, cette rivière sert de dépotoir. « Pour ces gens, et particulièrement les femmes, la rivière constitue leur seul accès à la ressource », explique Lurdes Dabo. On les appelle les *baranquilleras*. Lurdes Dabo est l'une de leurs leaders. Munis du traditionnel tamis des chercheurs d'or, les *baranquilleras*, immergés jusqu'à la taille peuvent passer jusqu'à 10 heures par jour dans l'eau.

La disproportion qui existe entre la somme de travail que cela représente et le résultat final à la fin de la journée est tellement énorme que c'en est carrément inconcevable. Souvent m...ins d'un quart de gramme ! « Nous échangeons cela contre de la nourriture », précise l'une des femmes, qui ajoute : « Et demain nous recommencerons. »

À Chuquiuni les marchés d'or sont ouverts 24 heures sur 24. C'est là que les *baranquilleras*, mouillées de la tête aux pieds vont vendre leur maigre pécule. En moyenne, elles reçoivent autour de 4 dollars canadiens. Pour toute une journée de travail. Ce qui n'est bien souvent pas suffisant pour nourrir toute la famille. La tuberculose, due à la malnutrition, est fréquente. Mais il n'y a pas de clinique à Chuquiuni. Il s'en trouve une à Tipuani, un village des environs, mais il n'y a pas de médecin.

Solutions alternatives

Si de travailler à l'intérieur des mines est loin d'être une réelle solution pour ces femmes, cela devrait néanmoins faire partie des possibilités. « Je connais des femmes qui pourraient travailler dans les mines », affirme la *palliri* Alicia Mendez. « Mais il ne nous est même pas permis d'y entrer, alors on n'a pas d'autre choix que de



Les femmes *palliris* et *baranquilleras* ramassent à la main les débris de minerais qu'elles peuvent trouver dans les dépotoirs et rivières entourant les mines. Elles travaillent au moins six jours par semaine et souvent plus de huit heures par jour.

travailler à l'extérieur. » Cela leur permettrait à tout le moins d'obtenir une meilleure paye et de travailler dans un environnement plus structuré.

« Les femmes se plaignent de leur situation », constate Claudia Riccardi, de l'organisation non gouvernementale bolivienne, CEPROMIN. « Mais il est temps pour ces femmes de prendre l'initiative d'entrer dans les mines, peut importe si "les" hommes les laissent ou non. » Le besoin de formation est énorme chez ces femmes. Car comme le dit Alejandra Lopez, une leader *palliri* : « Les femmes ne connaissent pas leurs droits en tant que travailleuses, et tant que ce sera le cas, nous continuerons d'être les plus opprimées des travailleuses du secteur minier. »

Les besoins et les demandes des *palliris* et des *baranquilleras* sont le reflet des besoins de l'ensemble des communautés minières, mais avec quelque chose de plus urgent. « Les *palliris* sont trop souvent utilisées pour le bénéfice d'autrui », déclare Alejandra Lopez, qui continue sans l'ombre d'une hésitation : « Plusieurs des ONG ici à Potosi qui disent travailler en notre nom n'écourent même pas nos besoins. »

« Les *baranquilleras* se sont organisées il y a deux ans, avec l'aide de l'Organisation internationale du travail [OIT] », raconte Lurdes Dabo, dont le premier but en tant que leader de cette organisation a été de trouver des emplois alternatifs pour les *baranquilleras* à l'extérieur du secteur minier. L'OIT a aussi mis sur

pied un autre projet dans la région, il y a trois ans, où les *baranquilleras* ont été invitées à apprendre à coudre et à fabriquer des vêtements. Une façon alternative d'aider à la subsistance de leurs familles. Ces deux projets se sont terminés l'année dernière, et depuis, les machines à coudre sont silencieuses. Il n'y a plus de financement disponible pour payer un professeur.

Lurdes Dabo espère que son organisation de *baranquilleras* et les efforts investis dans des carrières alternatives à Chuquiuni continueront. « Mais sans financement, dit-elle, il n'y a pas de réel espoir pour un changement positif. »

Pour que la réalité de ces femmes change réellement il faudra aussi que le gouvernement bolivien, les ONG et les coopératives minières les traitent de façon plus respectueuse. Ces femmes ont besoin d'être des participantes actives dans le développement d'initiatives qui amélioreront leurs situations précaires.

DAWN PALEY

La réalisation de cet article a été rendue possible grâce à l'appui du Syndicat des services publics du Canada et de son fonds pour la justice sociale. www.patagoniaboliviana.net

Carnet de Voyage

Des nouvelles du Togo

Quelques heures seulement après le décès du président togolais Gnassingbe Eyadema, c'est à la télévision que les Togolais apprennent que son fils, Faure Gnassingbe, était désigné par l'armée pour prendre sa place. Mort samedi 5 février à l'âge de 69 ans, après 38 ans de règne, Eyadema était le doyen des dirigeants africains au pouvoir. On le surnommait le dinosaure de l'Afrique.

Cette désignation va à l'encontre de l'Article 76 de la Constitution togolaise qui stipule qu'en cas de décès, le pouvoir présidentiel revient au président de l'Assemblée nationale et qu'une élection doit être organisée dans un délai de 60 jours. Mais le général de l'armée, Zakari Nandja, a expliqué que le président de l'Assemblée était « absent du territoire national » et que le pays se retrouvait de fait confronté à une « vacance totale du pouvoir », justifiant ainsi la nomination de Faure Gnassingbe. Le président de l'Assemblée nationale, Fambare Ouattara Natchaba, a par ailleurs aussitôt été démis de ses fonctions par le nouveau chef de l'État. Ouattara a appris la nouvelle alors même qu'il se heurtait à une frontière close depuis le Bénin voisin.

À Lomé, au cours des premières heures qui ont suivi le décès du président Eyadema, les rues demeuraient anormalement calmes. « Quand on a toujours vécu dans la peur, la crainte ne nous quitte pas. D'autant plus que tous les Loméens voient l'armée envahir les rues et encercler les quartiers jugés subversifs », nous a raconté Frank Aktopa, militant des droits de l'homme, que nous avons joint par téléphone. Notre interlocuteur, malgré le calme apparent, sentait monter la tension. Et effectivement, les émeutes n'ont pas tardé à éclater.

Le non-respect de la constitution togolaise a été décrié par l'Union africaine (OUA). Le président de l'organisation, Olusegun Obasanjo, président du Nigeria, ne s'est d'ailleurs pas gêné pour déclarer qu'il s'agissait là « d'un coup d'État militaire » et que l'OUA n'accepterait aucune transition non démocratique. Ironie du sort, la déclaration de l'OUA contre les changements anticonstitutionnels de gouvernement avait été signée à Lomé même, en 2000.

Atmosphère tendue

Eyadema avait toujours soutenu que si la paix régnait au Togo, c'était grâce à lui. « C'est vrai, mais c'est une paix imposée, à l'exemple de la main de fer de Saddam Hussein sur les Kurdes d'Irak », m'avait confié Kouidjo Klevo, un militant des droits de l'homme, rencontré quelques semaines avant la mort du président à Lomé. Ce à quoi, Papa Tapavi, un Togolais rencontré, lui, lors du Forum social béninois, ajoutait : « Les gens attendent sa mort pour prendre les armes. » C'est qu'il existe de réelles rivalités entre l'ethnie Éwé et l'ethnie Kablé. Mais sous le contrôle absolu de Eyadema, elles sont demeurées latentes.

Plusieurs craignent effectivement une revanche des Éwés, trop longtemps relégués à la marge durant le règne de Eyadema. L'ethnie Kablé — celle du président — étant surreprésentée dans tous les secteurs de la vie politique, économique et sociale. Fofu Kwevo, étudiant togolais en anthropologie, est de cet avis : « Ça va exploser ici. Ça fait 38 ans que les Éwés se taisent. Aujourd'hui, ils pourraient prendre la place qu'ils ont toujours voulu avoir, et cette place, plusieurs la prendront par le sang, j'en suis convaincu », nous a-t-il déclaré.

Au regard de ces prévisions que certains qualifient d'exagérées, il n'en demeure pas moins que le prix de la paix au Togo semble dépendre de la volonté de la communauté internationale d'intervenir ou non. C'est l'avis de Moussa Tchangari, le directeur de l'organisation non gouvernementale nigérienne, Alternative espace citoyens*, qui œuvre au renforcement de la paix dans la sous-région : « Le Canada a titre individuel, l'Union africaine, l'ONU, le G-8, de même que tous les acteurs politiques soucieux de l'avenir du continent africain doivent intervenir rapidement et réprocher la prise du pouvoir anticonstitutionnelle du fils du président, Faure Gnassingbe. De plus, ils doivent appuyer la mise en place d'un processus d'élection transparent dans les 60 jours tel que prévu par la Constitution. »

Apparemment, la colère de la population et les remontrances de la communauté internationale auraient eu raison de la détermination de l'armée à passer outre la constitution. On vient d'annoncer que des élections démocratiques seront tenues d'ici deux mois. Reste à voir comment celles-ci se dérouleront.

Louis Lessard

L'auteur effectue présentement un stage « médias alternatifs » pour Alternatives à Niamey au Niger, et se promène dans la région. Il y a quelques semaines, il était au Togo.

* Alternative espace citoyens est un partenaire d'Alternatives. C'est un hasard si les deux organisations portent un nom similaire.

Démocratiser la ville sinistrée

Dans la région des Gonaïves, en Haïti, des organisations non gouvernementales (ONG) de développement apportent des secours aux victimes de la tempête Jeanne, en tentant de renforcer la démocratie et la société civile.

Des milliers de familles vivent encore sur les toits aux Gonaïves, cinq mois après l'ouragan et son déluge meurtrier. « Pour la plupart des maisons détruites, rien n'a encore été fait et, d'ici deux mois, il va recommencer de pleuvoir », s'inquiète Roger Bracke, de la Fédération des Croix-Rouge.

L'ouragan a provoqué, les 17 et 18 septembre derniers, l'inondation quasi totale de la ville des Gonaïves et de sa région. Les eaux ont emporté ou enseveli environ 3 000 personnes ; 35 000 maisons ont été endommagées et 5 000, détruites. « Normalement, la Croix-Rouge ne fait pas de construction. Mais, ici, on va construire des centaines de maisons pour les plus vulnérables », explique Roger Bracke.

Néanmoins, les travaux progressent malgré la faiblesse de l'État haïtien et les bandes armées. La phase de secours est terminée. Les Croix-Rouge de Norvège et du Québec ont plié les tentes qui abritaient l'hôpital temporaire et viennent de transférer la gestion de l'hôpital rénové au ministère de la Santé. Hydro-Québec a rétabli le courant. Le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) a remis les dernières denrées recueillies par le radiathon de Montréal.

Les ONG du Québec, qui ont récolté 5,5 millions pour les secours aux sinistrés, poursuivent leurs collectes pour rebâtir la ville ruinée. Oxfam-Québec et les Nations unies sont dans les champs pour relancer les cultures. Développement et paix et des vétérinaires locaux aident les paysans à reconstituer les cheptels.

Apaisement de la violence

« La sécurité est maintenant sous contrôle aux Gonaïves », affirme le Chilien Juan Gabriel Valdés, qui dirige la Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH), qui compte 6 000 soldats et 1 400 policiers internationaux. « Le carnaval a eu lieu sans grave incident », note Hanna Mollan, administratrice de l'hôpital de la Croix-Rouge.

Les ONG et les agences humanitaires parviennent à remettre les colis d'aide aux sinistrés, mais opèrent sous la haute garde des militaires de



Les travaux progressent aux Gonaïves, mais lentement. Les maisons détruites n'ont toujours pas été reconstruites, alors que de nouveau la pluie sera au rendez-vous, dans un mois ou deux.

l'ONU. « On a réussi à nourrir toute la ville, mais ce n'est pas normal de s'accompagner de tanks et de machine-gun pour aller porter de la bouffe ! », s'exclame Guy Gauvreau, le Québécois qui dirige le Programme alimentaire mondial des Nations unies en Haïti.

Première cause des désordres : la population est désespérée. La crise humanitaire a frappé les Gonaïves bien avant la tempête, car la révolte qui a forcé le président Jean-Bertrand Aristide à l'exil, en février 2004, s'était d'abord embrasée dans cette ville du nord-ouest du pays. Mais il y a aussi les bandes armées, qui compliquent le « passage à une phase de développement », déplore la Coordination humanitaire des Nations unies.

Démocratiser la ville sinistrée

Des élections auront lieu en novembre et décembre 2005 en Haïti, pour remplacer l'ex-président Aristide. Une violente rébellion, doublée de l'opposition d'une large partie de la société civile, l'a forcé à l'exil, après que les États-Unis soient intervenus dans le conflit.

On a accusé Aristide et son parti Fanmi Lavalas de pratiques dictatoriales et de gestion erratique. Cependant, la rébellion a été menée par d'anciens militaires démobilisés, coupables d'une répression féroce durant le coup d'État de 1991 à 1994, ainsi que de bandes armées qui ont pratiqué des décapitations de policiers dans les rues.

La Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti et le gouvernement intérimaire de Gérard Latortue « doivent désarmer tous les groupes », affirme Marthe Lapiere, de Développement et paix. « Mais, ajoute-t-elle, pour démocratiser Haïti et les Gonaïves, ça prend aussi

une société civile forte. » En plus de la reconstruction, son organisme utilise donc les dons du public pour soutenir des associations de paysans. « Nous aidons aussi des groupes de femmes à se réorganiser, explique Mme Lapiere. Plusieurs de leurs membres ont été emportés par les eaux. »

« Ici, c'est l'urgence, tout presse, mais nous prenons quand même du temps pour engager les habitants dans les décisions », explique pour sa part Jaquelin Eugène, un Haïtien qui travaille pour le CECI. Durant l'opération de remise de 5 000 trousseaux de cuisine et d'hygiène, en novembre, M. Eugène a mobilisé des comités de quartier. « C'est plus long, convient-il, mais nous tenons à fortifier le leadership dans les communautés. »

Haïti en aura besoin. La tempête a viré à la catastrophe écologique aux Gonaïves, en raison du déboulement massif. Rien n'a retenu l'eau sur son passage dans les montagnes. En Haïti, il ne reste que 2 % des forêts. D'autres désastres risquent de se produire, conséquences des décennies de pauvreté et de mauvaise gouvernance. « On va devoir mobiliser toute la société », avertit Yves-André Wainwright, le ministre de l'Environnement et coordonnateur de la reconstruction des Gonaïves.

PATRICK ALLEYN

L'auteur a visité les Gonaïves en novembre dernier à l'invitation du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI).



Billet

Le doigt d'honneur des Irakiens



Naomi Klein

« Le peuple irakien a exprimé aux États-Unis le plus grand « merci » possible de la meilleure façon que nous pouvions espérer. » En lisant cette analyse de l'élection signée par Betsy Hart, chroniqueuse du Scripps Howard News Service, je me suis mise à penser à ma grand-mère, aujourd'hui décédée. À moitié aveugle, véritable menace au volant de sa Chevrolet, elle refusait catégoriquement de nous remettre les clés de la voiture. Elle était convaincue que partout où elle allait, les gens lui souriaient et lui faisaient des signes de la main. Nous avons dû lui annoncer une mauvaise nouvelle : « Grand-maman, ils ne te font pas un signe de la main, mais du doigt. Celui du milieu. »

C'est ce que les électeurs irakiens viennent de faire aux américains. Les Irakiens ont accordé un vote majoritaire décisif à l'Alliance irakienne unifiée. Le deuxième point au programme de ce parti consiste à demander « un échec pour le retrait des forces multinationales de l'Irak ».

Également au programme de la coalition : « Adopter un système de sécurité sociale dans lequel l'État garantit un emploi à tout irakien apte au travail... et offre des ressources aux citoyens pour qu'ils construisent des maisons. » L'Alliance promet aussi « d'effacer la dette de l'Irak, d'annuler les indemnités et d'utiliser la richesse du pétrole pour des projets de développement économique ». Bref, les Irakiens ont voté contre des politiques radicales du libre marché imposées par l'ancien administrateur américain, Paul Bremer, et scellées récemment par une entente avec le Fonds monétaire international (FMI).

Ceux qui ont eu la larme à l'œil en voyant les Irakiens voter vont-ils maintenant appuyer les revendications entérinées par un processus démocratique ? « On ne fait pas d'échec », a déjà déclaré George W. Bush, appuyé par le premier ministre Tony Blair. On peut penser que d'autres engagements de l'Alliance subiront le même sort. Du moins, c'est ce qui va arriver si Adel Abd al-Mahdi parvient à imposer sa volonté. Al-Mahdi, ministre des Finances de l'Irak, est celui qui, tout à coup, a été présenté comme le dirigeant du prochain gouvernement de l'Irak.

Al-Mahdi est le cheval de Troie de l'administration Bush. Au mois d'octobre, il a annoncé qu'il avait l'intention « de restructurer et de privatiser les entreprises appartenant à l'État [irakien] », et en décembre il a dévoilé à Washington un projet de loi sur le pétrole « très prometteur pour les investisseurs américains ». C'est Al-Mahdi qui a supervisé la signature d'une pluie d'ententes avec Shell, BP et ChevronTexaco dans les semaines précédant les élections, et qui a négocié l'entente sur le régime d'austérité conclue avec le FMI. Au chapitre du retrait des troupes, les propos d'Al-Mahdi ne ressemblent en rien au programme de son parti : il reproduit fidèlement Dick Cheney s'exprimant sur Fox News : « Le moment du départ des Américains dépendra du moment où nos propres forces seront prêtes, et de la réaction de la résistance après les élections. » En ce qui concerne la charia, par contre, on nous dit qu'il est très proche du clergé.

Il semble maintenant que deux ans de sang versé, de corruption et de tactiques de pression dans l'ombre tendaient vers un but : une entente selon laquelle les ayatollahs sont maîtres de la famille, Texaco du pétrole et Washington de ses bases militaires permanentes. Un programme « pétrole contre femmes ». Tout le monde est gagnant à l'exception des électeurs, qui ont risqué leur vie pour voter pour des politiques bien différentes.

Ce qui comptait vraiment le 30 janvier, nous dit-on, ce n'est pas ce pour quoi les Irakiens ont voté, mais le fait qu'ils aient voté. Apparemment, la fonction véritable des élections était de prouver aux Américains que, comme le disait George Bush, « le peuple irakien attache de la valeur à sa propre liberté ». Mark Brown, chroniqueur du *Chicago Sun-Times*, affirme que le vote « est le premier signe clair que la liberté a peut-être vraiment un sens pour le peuple irakien ».

De toute évidence, le soulèvement des chiites contre Saddam en 1991 n'a pas suffi à convaincre les Américains que les Irakiens étaient d'accord pour être libres. Pas plus que la manifestation de 100 000 personnes, il y a un an, pour réclamer sur le champ des élections, ni les élections locales organisées spontanément par les Irakiens dans les premiers mois de l'occupation. Pour la télévision américaine, toute l'occupation n'est qu'un long épisode de *Fear Factor*, dans lequel les Irakiens surmontent des obstacles de plus en plus difficiles pour démontrer la profondeur de leur désir de reprendre leur pays. Villes rasées, torture à Abou Ghraïb, personnes tuées aux postes de contrôle, censure imposée aux journalistes, coupures d'eau et d'électricité. L'épreuve ultime consistant à se rendre aux urnes sous une pluie de bombes et de balles.

Quel prix leur sera-t-il décerné ? La fin de l'occupation ? comme les électeurs l'ont réclamé. Des emplois pour tous ? comme l'a promis l'Alliance. Non : la liberté d'être occupé.

Cette chronique, abrégée dans sa version française, a d'abord été publiée en anglais dans *The Nation*. www.thenation.com



L'absurdité d'une frontière arbitraire entre le Pakistan et l'Inde

« Deux ou trois ans après la partition de l'Inde et du Pakistan, les deux États se sont souvenus que les personnes internées dans les asiles d'aliénés devaient également changer de place. Autrement dit, tous les musulmans souffrant de déficience mentale qui se languissaient dans les asiles indiens devaient être envoyés au Pakistan, et tous les sikhs hindous dans les asiles d'aliénés du Pakistan devaient être envoyés en Inde. Plusieurs conférences de haut niveau intellectuel ont eu lieu, et on a fini par fixer une date pour le transfert des personnes atteintes de handicaps mentaux. » Ainsi commence Toba Tek Singh, nouvelle bien connue d'un auteur célèbre en son temps, Saadat Hasan Manto.

L'histoire a lieu dans un asile d'aliénés de la ville de Lahore, qui s'est retrouvée au Pakistan après la partition. Tous les personnages sont désorientés, ne comprenant pas comment ils ont pu, un beau matin, se retrouver dans un endroit appelé Pakistan sans jamais s'être déplacés.

« En passant, qu'est-ce que c'est que cette chose qu'on appelle Pakistan ? », demande l'un des personnages. Le personnage principal est un sikh hindou que tous les internés appellent Toba Tek Singh. Pendant toutes ces années à l'asile, on ne l'a jamais vu s'asseoir ni s'étendre. De temps en temps, il prend appui sur un mur. Il s'exprime seulement par un charabia répétitif. Mais quand il apprend qu'il sera transféré en Inde, il demande, inquiet : « Où est Toba Tek Singh ? » Il s'agit de son village natal.

Le jour où l'on conduit à la frontière les patients de l'asile pour les rassembler dans le no man's land, Toba Tek Singh refuse de bouger car il veut savoir où est son village. Dans la bousculade des transferts, un grand cri se fait entendre et pour la première fois Toba Tek Singh est étendu, mort, dans le no man's land.

Qui c'est absurde

Tout cela semble absurde et parfois hilarant. L'auteur, Manto, voulait précisément montrer l'absurdité de séparer des gens qui avaient en commun des siècles d'histoire, de culture et de langues. Des gens qui avaient ensemble fait le voyage d'une civilisation dans l'ancienne vallée de l'Indus. Désormais on leur disait qu'ils étaient deux peuples distincts, obligés de vivre séparément.

Depuis la partition de 1947, les deux États de l'Inde et du Pakistan ont livré quatre guerres, ont édicté des règlements pour empêcher les interactions entre les personnes et ont déclaré illégaux des échanges commerciaux frontaliers dont la valeur se mesure en milliards de dollars. Les familles séparées par la frontière sont harcelées par les autorités qui leur refusent des visas et par les forces policières une fois que les visas leur ont été accordés. Des pêcheurs démunis sont arrêtés et accusés d'avoir franchi une frontière marine internationale. À tout moment, il y a des centaines de personnes enfermées pour ce type de raison dans les prisons des deux pays.

Dans les années 1940, mon oncle a passé huit ans dans une prison indienne parce qu'il était un militant du Parti communiste. Libéré en 1947, il n'a pu trouver un emploi et a fini par émigrer au Pakistan en 1955. À partir de ce moment, l'État indien lui refuse un visa parce que les services secrets indiens ne donnent pas leur aval. Il exprime sa colère dans une lettre au ministre des Affaires extérieures de l'Inde : « Au lieu de me traiter comme quelqu'un qui a combattu pour la liberté, vous me traitez comme un criminel. » Cela crée un certain remous dans la presse et attire l'attention d'un bureaucrate ayant de la sympathie pour la situation de mon oncle. Au bout de cinquante ans, il obtient un visa pour aller visiter sa famille et ses camarades ! Telles sont les absurdités qui continuent de se manifester.

Les gens ne peuvent rester à la merci de la sympathie des bureaucrates ou des apaisements de tensions qui se mani-

festent selon la volonté arbitraire des deux États, en fonction de leur situation politique interne et de l'équilibre des forces en présence. Depuis l'indépendance, beaucoup d'initiatives gouvernementales sont tombées à l'eau. Sans doute, faut-il que les gouvernements reconsidèrent sans cesse la question tant que les problèmes entre les deux pays ne seront pas réglés. Après tout, c'est à eux qu'il reviendra de régler définitivement la question. Mais le besoin d'une intervention populaire se fait très nettement ressentir, et comme le veut l'adage, « la politique est une question trop grave pour être laissée aux politiciens ».

Derrière l'écran de fumée de la propagande officielle, il existe des millions de citoyens ordinaires des deux côtés de la frontière qui ne pensent pas la même chose que leur gouvernement respectif. Tout comme il existe en Inde une pluralité de points de vue et de mouvements hors du cadre des politiques gouvernementales, il existe au Pakistan une large diversité d'opinions et d'activités qui ne sont pas nécessairement conformes aux politiques officielles d'Islamabad, sur le plan national ou international.

Forum for Peace and Democracy

C'est précisément pour donner plus de force aux aspirations populaires à la paix qu'un groupe de militants des droits de la personne, indiens et pakistanais, se sont réunis à Delhi en 1994 et ont amorcé un dialogue. C'est ainsi qu'est né le *Pakistan-India People's Forum for Peace and Democracy*, PIPFPD. Depuis sa création, le Forum a tenu six conférences. Chaque année, une délégation populaire se rend dans le pays voisin, la conférence se tenant tantôt en Inde, tantôt au Pakistan. La force du mouvement ne cesse d'augmenter. La caravane de la paix accueille des militants des droits de la personne, des syndicalistes, des étudiants, des groupes de femmes, toutes sortes de mouvements sociaux, des intellectuels, des généraux à la retraite, des avocats, des artistes. Le Forum compte parmi ses membres des politiciens éminents, y compris un ex-premier ministre de l'Inde.

Au fil des ans, les gouvernements des deux pays ont noté l'influence grandissante du Forum et ont commencé à trouver imprudent de l'attaquer, par crainte surtout des répercussions dans les médias. Son importance dans le processus de paix global est reconnue. Un éminent chroniqueur de l'Inde, Praful Bidwai, écrivait dans *Frontline* : « La "détente d'en bas" amorcée il y a exactement dix ans par un dialogue entre peuples de l'Inde et du Pakistan a apporté une contribution critique, bien que non reconnue, au processus de paix actuel... La détente actuelle n'aurait guère pu avoir lieu sans le dialogue populaire amorcé il y a tout juste dix ans par des groupes de citoyens. »

Alternatives a soutenu toutes ces initiatives populaires au Pakistan et en Inde. Nous étions avec le PIPFPD à sa fondation. Nous le saluons aujourd'hui et nous lui exprimons notre solidarité au moment de son 10^e anniversaire, alors qu'il tient sa 7^e convention à New Delhi en ce mois de février.

FEROZ MEHDI



Alternatives souhaite un heureux 8 mars à toutes les femmes, et leur confirme son soutien dans toutes leurs luttes, notamment dans les dossiers de lutte contre la pauvreté et contre la violence faite aux femmes.

alternatives
LE JOURNAL

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 23 février 2005 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : France-Isabelle Langlois - COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Catherine Binette, Daphnée Dion-Viens, Batiste Fois, Alexandra Gilbert, Fred A. Reed et Tania Vachon - RECHERCHE : Miriam Fahmy - CHRONIQUES : Gil Courtemanche, Murray Dobbin, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Stanley Péan et Judy Rebick - RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Pierre Beaudet
RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : France-Isabelle Langlois

MONTRÉAL
3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC
266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca



Politique canadienne : Oui mon président !

Bien peu de gens connaissent l'Initiative nord-américaine pour la sécurité et la prospérité. Pourtant, c'est le projet promu par les 150 plus grandes entreprises canadiennes regroupées sous l'égide du Conseil canadien des chefs d'entreprises (CCCE), dont le président, Thomas D'Aquino, a la réputation d'être le plus puissant lobbyiste à Ottawa.

Lors d'une visite organisée par D'Aquino à Washington en avril 2003, cent PDG des plus grandes entreprises canadiennes ont eu la « chance » de rencontrer quelques-uns des hauts responsables de l'administration américaine. Informés des détails de la doctrine Bush sur la sécurité nationale, ils ont compris le message : le Canada doit intégrer davantage les besoins et les demandes des États-Unis en matière de sécurité s'il veut consolider ses échanges économiques avec le voisin du sud, où sont dirigés près de 90 % des exportations canadiennes.

Pour l'administration Bush, la sécurité des États-Unis engage l'ensemble des politiques destinées à consolider la suprématie américaine dans le monde. Les États-Unis, explique Bush, sont prêts à agir unilatéralement, à lancer des attaques nucléaires s'il le faut, à restreindre les droits fondamentaux si la « guerre contre le terrorisme » l'impose.

Selon D'Aquino, Bush ne discutera pas intérêts économiques avec le Canada si celui-ci n'accepte pas de se rallier aux intérêts des États-Unis en matière de sécurité. Or, les éléments constitutifs de cette politique sur la sécurité couvrent un large éventail. Cela va de l'énergie au secteur social, de l'eau à l'immigration, de la défense à la politique extérieure.

Le tout militaire

L'administration Bush ne prendra sans doute pas à la légère un « deuxième refus » du Canada de coopérer dans le cas d'une opération militaire comme cela a été le cas en Irak. Et, les États-Unis demandent au Canada d'augmenter substantiellement ses dépenses militaires.

Le système de défense anti-missiles constitue le premier test. Selon des membres du cabinet Martin, la pression serait très forte pour forcer l'adhésion à un projet menant à la nucléarisation de l'espace et à la relance de la course aux armements. Selon le CCCE, le Canada serait bien avisé de participer à ce projet, et également d'augmenter ses dépenses militaires, notamment pour assurer « l'interopérationalité des forces armées canadiennes et américaines ».

Le fait est qu'Ottawa s'est déjà engagé à dépenser 13,6 milliards de dollars dans le militaire, ce qui fait du Canada le sixième plus important opérateur militaire de l'OTAN, sur vingt-six États, très loin devant des pays comme la Norvège et la Belgique.

Le tout énergie

La protection des États-Unis est une question sécuritaire, mais c'est aussi celle des ressources. C'est-à-dire de leur accès à des ressources énergétiques fiables et bon marché. Le Canada est le premier fournisseur de pétrole des États-Unis, dépassant ainsi l'Arabie saoudite. Pour Washington la priorité est donc de sécuriser l'accès aux ressources canadiennes. Plus particulièrement les sables bitumineux de l'Athabasca, dont les réserves sont estimées à 271 milliards de barils. Il est également question d'une plus grande intégration de nos ressources hydroélectriques avec les États-Unis, où le Canada se voit défini comme l'ultime « police d'assurance » en cas de pénurie au sud.

Là-dessus, le CCCE et les politiciens comme Stephen Harper demeurent peu explicites sur les conséquences possibles d'un tel alignement, notamment sur le respect d'engagements pris par le Canada en matière environnementale, comme le protocole de Kyoto.

C'est vraisemblablement l'eau qui sera l'enjeu majeur de la période à venir. Aux États-Unis, une catastrophe est annoncée. La Californie, le Nouveau-Mexique et l'Arizona sont à sec. Quant aux eaux souterraines du Midwest, le grenier à blé des États-Unis, elles sont largement surexploitées. Deux grands projets sont en attente. Le premier est de détourner les eaux du nord du Québec vers les Grands Lacs, qui seraient ensuite déversées sur le Midwest. Le deuxième projet est de canaliser l'eau des rivières de Colombie-Britannique et du Yukon vers les Montagnes Rocheuses, et de là vers la côte Ouest américaine.

Le tout commercial

La priorité de l'administration Bush est de privatiser la sécurité sociale, notamment le système des pensions hérité de l'époque de Roosevelt.

D'importantes compagnies d'assurances privées prendraient peu à peu le « relais » de l'État en matière de santé, d'éducation, de sécurité sociale. Et pour le CCCE, l'harmonisation de nos politiques avec celles des États-Unis est une nécessité. Pour y arriver, le Conseil compte sur l'intérêt annoncé par Ottawa pour les « partenariats public-privé », mais plus fondamentalement, sur l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) promu par les États-Unis et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Si l'AGCS était adopté, le Canada pourrait être accusé de contrevenir à son esprit s'il maintenait le « monopole » du secteur des services publics. Selon le gouvernement Martin, il n'est pas question d'ouvrir aux entreprises étrangères la santé et l'éducation, mais selon le CCCE, il faudra choisir entre notre adhésion à l'OMC et des « principes dépassés ».

Que fera Paul Martin ?

Devant le lobby de l'establishment économique, le gouvernement libéral hésite. S'il résiste à l'assaut de Georges W. Bush, les coûts pourraient être salés. On pourrait s'attendre à de mini-guerres commerciales, comme dans le cas du bois d'œuvre ou de la viande de bœuf. Si Ottawa capitulait, le gouvernement irait à l'encontre d'une opinion publique très majoritairement contre une plus grande subordination du Canada aux États-Unis, et surtout contre l'abandon de sa souveraineté sur des éléments constitutifs du pays et de la société.

Une pression intérieure surgit également du fait que l'opposition officielle, le Parti conservateur de Stephen Harper, mettrait en œuvre demain matin, et en souriant, le programme suggéré par le CCCE.

MURRAY DOBBIN ET TONY CLARKE

Texte traduit et abrégé de l'original, *Bowing to US Security demands will make Canada less secure*, *CCPA Monitor*, février 2005.

www.policyalternatives.ca

Le protocole de Kyoto ou le retour des « indulgences »

La mise en application du protocole de Kyoto a longtemps été menacée par les États-Unis, qui refusaient de ratifier l'entente pour des raisons économiques. L'accord passé à Kyoto en 1997 est enfin entré en vigueur le 16 février, grâce à la décision de la Russie, annoncée le 25 octobre 2004, de ratifier le protocole.

C'est dans les années 1980 qu'il est apparu de plus en plus clairement que les émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par les activités humaines avaient une influence désastreuse sur le climat de la planète. À la suite de négociations internationales, la Convention cadre des Nations unies a été établie sur les changements climatiques, posant pour objectif ultime la stabilisation des concentrations atmosphériques de GES à des « niveaux sûrs ». La Convention a été ouverte à la signature en juin 1992, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, et elle est entrée en vigueur en mars 1994. Aujourd'hui, 186 pays ainsi que l'Union européenne sont liés par cette Convention. Estimant toutefois son objectif insuffisant, notamment pour les pays industrialisés, historiquement responsables des émissions de gaz à effet de serre, ces pays entamèrent un nouveau cycle de négociations qui aboutit à l'adoption du protocole de Kyoto, en décembre 1997.

L'une des dispositions de ce protocole concerne la réglementation de la production des GES. Une sorte de « bourse » des pollueurs, permettant aux plus gros pollueurs d'échanger des « points » avec ceux qui respecteront le plus les nouvelles contraintes. Ce système étend le principe de la régulation par le marché à la production de GES.

Ce système d'échange de « permis de polluer » est souvent présenté comme une innovation majeure permettant, une fois de plus, à la « main invisible du marché » de résoudre nos problèmes collectifs en répartissant avec le plus d'efficacité les ressources entre les individus, les groupes sociaux, les firmes, et les États. On substitue en quelque sorte le principe du « pollueur-payeur », longtemps la base de nombreuses réglementations environnementales, par celui du « pollueur-pénitent ». Quelque chose qui rappelle le système des indulgences mis en place par l'Église catholique au Moyen-Âge.

L'une des particularités historiques des « indulgences » est d'avoir donné naissance à un véritable marché économique de la pénitence ; les personnes les plus aisées rétribuant, sous une forme monétaire ou non, d'autres personnes, afin qu'elles expient à leur place leurs péchés. Pour échapper aux croisades ou aux pèlerinages censés contribuer à la « rémission totale ou partielle de la réparation », il était de pratique courante de payer une tierce personne pour effectuer ces actes de foi.

Si les sociétés occidentales se sont sécularisées, elles ont néanmoins pris soin de cultiver le principe selon lequel il est possible d'expier les fautes par le biais du marché. Ironie de l'histoire, ce sont les États-Unis, le principal producteur de GES (40 % à lui seul), dirigés par une « secte protestante », pour parler comme Max Weber, qui actuellement refuse d'appliquer le protocole de Kyoto et donc nie la primauté du marché comme instrument de répartition optimale des ressources.

Bernard Jouve et Catherine Labeaumont

Les auteurs sont respectivement titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques territoriales à l'UQAM et enseignante au Collège Stanislas de Montréal.

La pauvreté au féminin made in Canada en chiffres

À l'automne 2000, dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, était présentée une série de revendications aux gouvernements canadien et québécois pour l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. On se souvient encore du peu de cas que l'un et l'autre de ces gouvernements avait fait de ces questions. Près de cinq ans plus tard, les femmes comptent toujours parmi les plus pauvres au pays. Et leurs enfants aussi.



PHOTO: AGCI

Ce sont les mères monoparentales qui sont les premières victimes de la pauvreté, et par le fait même, leurs enfants. Les études réalisées dans les années 1990, dans le cadre des Nations unies, démontraient qu'« au Canada, en Australie et aux États-Unis, plus de la moitié des enfants de mères seules vivent au-dessous du seuil de pauvreté ». Dans ce même document des Nations unies portant sur le progrès des nations, on peut lire que « dans d'autres pays [du monde industrialisé], les effets sont tempérés par les politiques gouvernementales. Au Danemark, en Finlande et en Suède, si la proportion d'enfants de mères seules est également importante, moins de 10 % d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté ».

Dans le document de revendications présenté par la Marche mondiale des femmes au gouvernement canadien en septembre 2000, il est souligné qu'une Canadienne sur six est pauvre, que le salaire moyen des femmes ne correspond toujours qu'au deux tiers de celui des hommes, que les autochtones, les immigrés de couleur et les handicapés sont les plus pauvres d'entre toutes, que 56 % des mères monoparentales vivent dans la pauvreté, et que 49 % des femmes seules

âgées de plus de 65 ans vivent dans une situation d'extrême précarité et de dépendance.

Les plus récentes données de l'Institut des statistiques du Québec (ISQ) permettent de constater qu'en 2000, 29,3 % des jeunes familles — dont le ou les parents sont âgés de moins de 25 ans — avaient un faible revenu. De son côté, le Conseil national du bien-être social publiait en 2002 des données confirmant que les familles de mères monoparentales étaient toujours les plus pauvres au pays. Le taux de pauvreté y étant de cinq à six fois plus élevé que pour les autres familles. Selon les plus récentes données de Statistique Canada, 47,6 % des familles monoparentales dirigées par une femme vivent sous le seuil de faible revenu avant impôt, comparativement à 11,4 % pour les familles composées de deux parents.

De la parole à l'action

En 1989, la Chambre des communes à Ottawa adoptait à l'unanimité la résolution de « s'employer à réaliser l'objectif d'éliminer la pauvreté chez les enfants au Canada d'ici l'an 2000 ». Or, force est de constater qu'en 2005 la pauvreté infantile existe toujours

d'un bout à l'autre du pays et dans des proportions considérables. En fait, aucune mesure sérieuse n'a été prise par le gouvernement pour atteindre au moins partiellement son objectif. Pourtant, les revendications de la Marche mondiale des femmes 2000 qui, apparemment, ont été entendues d'une oreille distraite par nos dirigeants, allaient en ce sens.

La Campagne 2000 est une coalition pancanadienne regroupant quelque 85 organisations sociales, syndicales et communautaires, dont l'objectif est de faire respecter la résolution de 1989 pour l'élimination de la pauvreté infantile. Dans son rapport de 2003, celle-ci nous apprend « que 1,071 million d'enfants, soit près d'un enfant sur six, souffraient toujours de pauvreté en 2001. Ce pourcentage dépasse le taux de 14,9 %, soit un enfant sur sept, atteint en 1989 ». Le Québec est la quatrième province où le taux de pauvreté chez les enfants est le plus élevé. Après le Manitoba, Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse. Alors que la moyenne canadienne se situe à 15,6 %, au Québec elle est de 17,8 %.

Stage de coopération avec l'Aqanu

4 semaines en Haïti en juillet 2005

Conditions :

- Avoir 18 ans et plus
- Pouvoir vivre en équipe
- Désirer s'intégrer à la vie quotidienne de la communauté d'accueil
- Se sensibiliser à l'action communautaire

Coût : 1 800 \$ CAN

Information : Virginie Turcotte (514) 529-0598 ou
stagehaiti@hotmail.com

www.aqanu.org



Toujours plus pauvres

Chez les familles monoparentales dirigées par une femme, « l'écart moyen entre leur revenu et le seuil de pauvreté s'est élargi. Pour se sortir de la pauvreté, il leur faudrait en moyenne une somme supplémentaire de 8 886 dollars [annuellement] », peut-on lire encore dans ce rapport.

Plus troublant, Campagne 2000 constate que depuis 1973 « les causes structurelles de la pauvreté sont demeurées les mêmes : un marché du travail incapable de créer des emplois et de générer des salaires permettant aux parents d'élever leurs enfants dans la dignité, et un système de sécurité du revenu qui n'assure pas un revenu de base suffisant pour protéger les enfants contre les aléas du cycle économique ».

En bout de ligne, que ce soit des organisations de femmes canadiennes, la Marche mondiale des femmes, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) ou encore Campagne 2000, tous les acteurs sociaux s'accordent pour dire qu'il faut plus que la croissance économique pour combattre la pauvreté. Des investissements sociaux sont nécessaires, comme l'ont compris depuis longtemps les pays scandinaves. Cela va de l'octroi de salaires décents à des mesures concrètes dans les secteurs de l'éducation et des garderies, du logement social à la bonification de l'assurance emploi et de la sécurité du revenu.

Au Québec, pour des groupes de femmes comme la FFQ et le Collectif pour un Québec sans pauvreté, la bataille est loin d'être gagnée. L'augmentation des frais de garderie passant de 5 à 7 dollars, le projet de loi 57, ou « Tanguy », de réforme de l'aide sociale, sont deux exemples des politiques mises de l'avant par le gouvernement libéral de Jean Charest, et qui vont dans le sens contraire de la lutte à la pauvreté et d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

5^e COLLOQUE MARCEL-RIOUX Autogestions

organisé par la revue Possibles et le Département de sociologie de l'Université de Montréal, à l'occasion de son 50^e anniversaire

Vendredi,
11 mars 2005

Université de Montréal
3200, Jean-Brillant
Amphithéâtre B 2325

PROGRAMME

- 13 h Ouverture et présentation**
Arnaud Sales,
Gabriel Gagnon,
Jean-François Lepage
- 13 h 30 Des espaces de liberté**
Animatrice :
Raymonde Savard
Yvan Comeau, Francis
Dupuy-Déri, Patrice LeBlanc,
Marco Silvestro
- 15 h 15 Un projet de société**
Animateur : Pierre Hamel
Normand Baillargeon,
Jean-Marc Fontan, Gabriel
Gagnon, Anna Kruzynski
- 17 h 15 Lancement du vol. 29,
n° 2 de la revue Possibles.**
« Autogestions.
Espaces de liberté »

Frais d'inscription 20 \$ (étudiants 10 \$)

Information :
(514) 529-1316



Livres

ESSAI

Térésa et autres femmes

Albert Memmi
Paris, Éditions du félin, 2004, 268 pages.

Préfacé par Jean-Paul Sartre, *Portrait du colonisé* (1957), d'Albert Memmi, alimente l'argumentaire souverainiste du Québec. L'essai dénonçait la colonisation française au Maghreb, mais les Québécois s'y reconnaissent. Une cinquantaine d'années et presque autant de livres plus tard, l'homme de lettres publie toujours, ce qui n'est pas négligeable à 85 ans, mais qui plus est, ce sont des histoires d'amours qu'il nous livre ici. La lucidité du regard qu'il pose sur les relations homme-femme transcende les âges et les nations.

Les anciens du lycée Camot se réunissent annuellement. Attablés, ils racontent des histoires vécues qui prennent la forme de nouvelles : « *Le thème de cette année-là portait sur nos relations avec nos compagnes.* » Monsieur veut déshabiller madame... Le refrain habituel, quoi. Que peut-on ajouter à ce thème que la littérature française surexploite depuis plus de trois siècles ? Résignation lucide et acceptation de la nature humaine, voilà ce qui caractérise les idylles plus ou moins tragiques de ce recueil. Un couple de vieillards voit leurs facultés diminuées, une jeune bourgeoise se mésallie avec un Kurde, une féministe soixante-huitarde n'arrive pas à concilier amour et émancipation, un vieux peintre trompe sa femme avec une jeune critique, une jeune femme se suicide après une histoire d'amour idiote...

Que l'amour s'érousse ou que la jalousie puisse détruire un couple, ce sont des lieux communs que Memmi n'a pas besoin de déterrer. Son regard embrassant tous les points de vues, il se garde bien de tout jugement. Il laisse évoluer ses personnages sans altérer leurs voix, sans effusion. Quant à lui, mine de rien, il glisse sa conclusion dès les premières pages : « *Le fin mot est que, si nous ne savons pas tout à fait vivre avec elles, nous ne pouvons vivre sans elles.* »



Albert Memmi

Julien Braut

ESSAI

Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres

Albert Memmi
Paris, Gallimard, 2004, 168 pages.

La décolonisation devait engendrer un homme nouveau, maître de son devenir. Toutefois, constate Memmi, des potentats à la solde des nantis sont au pouvoir dans la plupart de ces pays, produisant corruption et pauvreté. Habiles dissimulateurs, ils persuadent leur peuple que les responsables d'une telle iniquité sont extérieurs à leur propre régime. L'intégrisme et les particularismes culturels prolifèrent au gré de cette mystification, nourris de ressentiment contre l'Occident, la démocratie, la laïcité et l'émancipation des femmes.

Le Maghrébin sert de modèle au portrait de Memmi. Parce que c'est celui que l'auteur connaît le mieux, étant né dans le ghetto juif de Tunis en 1920, et à cause des nombreux enjeux que sa situation comporte. Le portrait forme un triptyque : ce nouveau citoyen étouffant dans son pays natal ; l'immigré dans la métropole pourtant honnie — qui a besoin de lui, mais lui fera comprendre le contraire ; puis le fils de l'immigré, inconnu du père, lui reprochant de n'avoir en héritage que le ghetto et le sous-prolétariat.

Comment sortir de cette impasse où ex-colonisé et ex-colonisateur se regardent en chiens de faïence tout en niant les liens de réciprocité ? Des hypothèses viennent à la fin de l'essai, des vœux. La dénonciation de la corruption et du rôle qu'y joue l'Occident est certes essentielle pour que les peuples concernés puissent retrouver les outils de leur développement. Toutefois, cette conquête passe par la séparation du politique et du religieux, et par l'abandon des mythes de réparation ethnique. Elle exige aussi la laïcité et la recherche de dénominateurs communs entre les hommes.

Cet essai de Memmi, prolongement du *Portrait du colonisé* (1957) et de sa réflexion sur les rapports de domination et de dépendance entre les hommes, se veut un constat davantage qu'un pamphlet. Néanmoins, l'ouvrage suscitera débats et controverses, notamment pour son point de vue sur le conflit israélo-palestinien, qui dépasse l'analyse manichéenne : « *Le malheur des Arabes, écrit-il, ne vient évidemment pas de l'existence d'Israël.* » Mais attention aux conclusions rapides. Pour Memmi, la domination d'un peuple par un autre est toujours indéfendable.

Gilles McMillan

ESSAI

Pour la désobéissance civique

José Bové et Gilles Luneau
Paris, Éditions La Découverte, 2004, 260 pages.

« *La désobéissance civile est une forme d'action collective non violente par laquelle les citoyens, ouvertement et délibérément, transgressent de manière concertée une ou plusieurs lois en vigueur, dans le but d'exercer soit directement soit indirectement une pression sur le législateur ou sur le pouvoir politique, pression visant soit la modification de la loi transgressée, soit la modification d'une décision politique, soit même, très exceptionnellement, le renversement du pouvoir.* »

Pour la désobéissance civile est un voyage à travers le temps, dans l'histoire de ces hommes et de ces femmes qui ont défié pacifiquement une forme d'autorité ou une injustice. Bien documenté, mené dans une logique bien ficelée, cet essai retrace des actes de désobéissance civile ayant marqué l'histoire : Gandhi, Martin Luther King, Cesar Chavez, etc. Il propose également une approche conceptuelle des termes, basée notamment sur les écrits de La Boétie, de Thoreau, Tolstoï et de Gandhi. En abordant des actes de désobéissance plus récents, notamment contre les OGM en France et le célèbre démantèlement d'un McDonald's, les auteurs amorcent une réflexion sur le mouvement altermondialiste actuel et la force de la société civile.

Le livre de Bové et de Luneau confortera certainement les convaincus dans leur position, mais saura peut-être même convaincre les néophytes...

Alexandra Gilbert

ESSAI

Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes De 1825 à nos jours

De José del Pozo
Traduit de l'espagnol par Marc Brunelle
Sillery, Éditions Septentrion, 2004, 392 pages.

C'est une synthèse historique intéressante que nous suggère le Chilien José del Pozo dans son ouvrage, *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes*. En quelque sorte, l'historien nous propose un tour d'horizon de près de 200 ans de luttes anti-coloniales et de combats pour le développement et la démocratie.

Rappelant les dures réalités de l'époque oligarchique, évoquant les luttes de libérations nationales et de ce, jusqu'à la période actuelle de mondialisation néolibérale, c'est à travers la société politique économique et culturelle que l'auteur traite des inégalités sociales et ethniques. Des moments forts comme la révolution cubaine, le Chili d'Allende ou encore le péronisme argentin sont recensés et abordés avec rigueur.

Ceux qui s'intéressent à l'Amérique latine ou qui recherchent une réflexion globale sur les grands enjeux seront certainement ravis par cette analyse historiographique de la société latino-américaine et caribéenne.

Jacques Létourneau



Pour la désobéissance civile



Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes

Une nuit brésilienne entre Luck Mervil et 100 000 altermondialistes

Il faisait 40 degrés Celsius, il y avait 100 000 personnes, il était minuit, ça ne faisait que commencer, et Luck Mervil et ses musiciens chantaient devant le public brésilien et étranger rassemblé pour le Forum social mondial (FSM). C'était le 26 janvier.

Porte-parole du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI) depuis un an, notamment pour Haïti, le chanteur québécois d'origine haïtienne a été invité à participer au concert d'ouverture du Forum social mondial (FSM). Le grand rassemblement altermondialiste en était à sa cinquième édition en janvier à Porto Alegre, au Brésil. Après une bifurcation par Mumbay en Inde en 2004, voilà que le FSM revenait dans la ville qui l'a vu naître et grandir. Difficile de quitter ses parents, ses origines, sa terre natale.

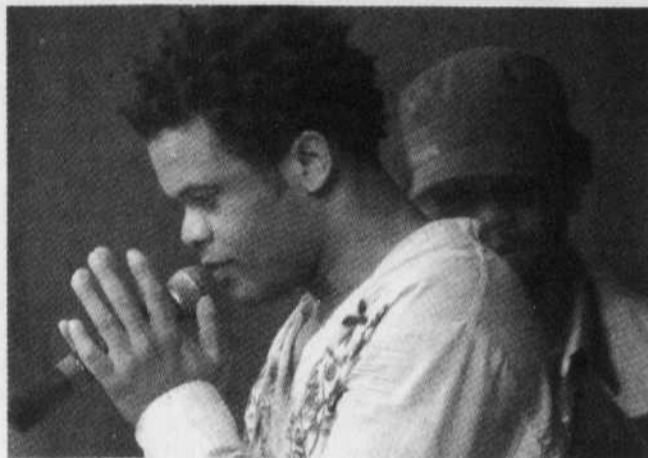
Juste avant la prestation de notre star québécoise, nul autre que l'un des plus populaires chanteurs brésiliens, le grand Gilberto Gil, aujourd'hui ministre de la Culture sous le gouvernement Lula, du parti des travailleurs (PT). Plus tard dans la soirée, nul autre que Manu Chao. Rien de moins pour le baptême latino-américain de Luck Mervil et de ses musiciens. « *Chanter après Gilberto Gil, c'est chanter après Dieu* », commentera par la suite l'artiste.

Un rendez-vous

Si le chanteur en était à sa première expérience au FSM, ce n'était pas le cas de tous les Québécois, qui ont toujours participé en grand nombre à l'événement. Ils étaient encore une fois très nombreux. Plus de 300. Pour plusieurs, c'est maintenant un rendez-vous annuel. Il y a deux ans, en 2003, la délégation québécoise n'avait pas lésiné sur les moyens pour marquer sa présence. C'est que la ministre des Relations internationales de l'époque, madame Louise Beaudoin, tenait à ce rendez-vous. Cette année, le contraste a été énorme. Pour Luck Mervil, la situation est inacceptable. Il ne comprend pas comment il se fait que le gouvernement libéral de Jean Charest puisse porter aussi peu de considération au FSM. Il est indigné de l'absence du gouvernement québécois.

Les États-Unis et le Canada ne sont plus des États, mais des entreprises soumises aux lois du marché, soutient la star québécoise. « *C'est pourquoi je suis souverainiste* », insiste l'artiste. Visiblement, Luck Mervil est heureux de son séjour au Brésil qu'il poursuit jusqu'au 25 février. « *Je sais d'expérience que comme lors de*

n'importe quel festival ailleurs dans le monde, c'est une semaine qui n'est pas représentative de la vraie vie de la place. J'en profite pour prendre des vacances et découvrir l'endroit. Je veux comprendre ce pays, pourquoi il a voté socialiste, pourquoi le peuple a réussi à se faire entendre plus que chez nous. »



Luck Mervil ne comprend pas comment il se fait que le gouvernement libéral de Jean Charest puisse porter aussi peu de considération au FSM. Il est indigné de l'absence du gouvernement québécois.

Turbulences brésiliennes

Comme plusieurs, le chanteur est totalement charmé par les Brésiliens et par l'expérience politique brésilienne. Mais cette année, après deux ans de mandat, à mi-chemin de parcours, le gouvernement Lula vit des heures difficiles, de hautes turbulences. Vivement contesté par la droite, il est aujourd'hui farouchement critiqué par une partie de la gauche, certains de ses électeurs, de ceux qui ont cru en lui. Ça ne va pas assez vite pour tout le monde. Des ministres du Parti des travailleurs (PT) ont démissionné, des membres ont quitté le parti pour en fonder un autre plus radical, le P-SOL, qui a bien profité de l'occasion pour se faire entendre tout au long des cinq jours qu'aura duré le FSM. Dans les ateliers et conférences, le ton était souvent acerbe, très dur. On craint fort que le PT ne se soit engagé sur une voie dangereusement néolibérale. Le 27 janvier, lorsque le président Lula s'est présenté devant une foule de plusieurs milliers de personnes au stade de Porto Alegre, les contestataires, qui s'étaient réunis aux alentours, étaient nombreux et bruyants.

Luck Mervil trouve cela fort regrettable. « *Ces gens ne comprennent pas que Lula n'a pas le plein pouvoir et qu'il est obligé de faire des concessions* », commente-t-il, un peu déçu. Il ajoute, ironique : « *Nous, on est en train de se dire qu'on préférerait être brésiliens.* » Bien sûr tout n'est pas rose au Brésil et le chanteur en est bien conscient. « *Il y a encore beaucoup de racisme ici. Mais ils le savent qu'ils sont racistes, sur les affiches des campagnes contre le racisme, il est écrit "On est raciste".* »

Une inspiration

L'artiste québécois constate, ravi, que le Brésil « *sur le plan extérieur, est en train de se positionner* ». Il pense que cela peut être une véritable source d'inspiration pour d'autres pays : « *Le changement n'est peut-être pas si loin que cela.* » Faut que ça change argue le chanteur, déplorant la militarisation et la commercialisation à outrance de notre monde. La paupérisation croissante également. Comme beaucoup, il en a contre l'impérialisme des États-Unis, regrette la marginalisation des Nations unies et surtout le « *silence du peuple* ». « *Le pouvoir du peuple*

c'est le nombre. C'est maintenant qu'il faut se fâcher, dans 100 ans ce sera trop tard. » Son affirmation le fait rire, cela a suscité une drôle d'image dans son esprit. « *J'ai peut-être l'air d'un gars illuminé, mais il me semble que dans 500 ans, les archéologues vont nous regarder comme des cons.* »

Porte ouverte vers le sud

À la suite de cette boutade, la discussion bifurque de nouveau sur cette chaude soirée du 26 janvier où il s'est présenté devant une foule en liesse. « *Le public était assez spécial. Les Brésiliens aiment la musique, et ils aiment les mots aussi. Ils étaient très à l'écoute. Cent mille personnes en silence c'est très impressionnant, bien plus que 100 mille personnes qui gueulent. Après, je me suis promené dans la foule, et les gens me reconnaissaient et me disaient qu'ils étaient sans parole, sin palabra. Ça me fait plaisir d'autant plus que je chantais en créole.* » L'expérience brésilienne au FSM de Luck Mervil aura peut-être été son tremplin vers le public latino-américain. L'affaire est à suivre.

FRANCE-ISABELLE LANGLOIS

Cette entrevue a été rendue possible grâce au soutien de l'ambassade canadienne au Brésil.



Gil Courtemanche

Mobilisation altermondialiste autour du cinéma

La revue 24 Images présente dans son numéro du printemps 2005 un remarquable dossier intitulé « *Les cinémas nationaux face à la mondialisation* ». Alors qu'on discute encore d'une convention sur la diversité culturelle à l'UNESCO et qu'on se demande si elle sera suffisamment contraignante pour ralentir le bulldozer du divertissement américain, en empêchant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de régir les produits culturels, on devine bien que c'est le cinéma qui est au cœur de la tourmente plus que tous les autres modes d'expression.

Voici quelques constats connus, mais qu'il faut rappeler : alors que sept Majors américaines contrôlent 80 % du marché mondial, les films étrangers n'occupent que 1 % des écrans américains. Des cinémas nationaux autrefois exemplaires et précurseurs, comme celui de l'Italie de Fellini, Visconti, Pasolini etc, ou ceux de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne sont à l'agonie. Toujours exceptionnelle, la France se distingue dans ce cimetière de cinématographies : plus du tiers des entrées pour des films français. Une surprise qui comme une hirondelle fait peut-être le printemps : le Brésil dont le cinéma national est passé de zéro entrées en 1994 à 20 % du marché en 2003. Dans les deux cas, il faut noter que ce sont des pays dotés d'une fertilité culturelle nationale, qui confine parfois à l'orgueil, mais surtout, que les productions locales bénéficient de programmes d'aide et de soutien gouverne-

mentaux exceptionnels. C'est particulièrement le cas de la France où chaque spectateur paye une taxe de 11 % par billet pour financer le fonds de soutien. Taxer *Spiderman* pour financer *Amélie Poulain*, voilà une astuce machiavélique que même le gouvernement de René Lévesque, nous révèle Louise Beaudoin, a refusé de mettre en place.

Deux grandes inquiétudes se dégagent de ce dossier. Si dans l'Union européenne, les aides au cinéma sont reconduites jusqu'en 2007, l'avenir à long terme n'est pas pour autant assuré. Il repose entièrement dans le libellé de la Convention de l'UNESCO. Est-ce que la coalition au départ lancée par le Canada, le Québec et la France, et maintenant riche d'alliés cruciaux comme le Brésil ou l'Espagne, ratifiera assez large pour sortir définitivement les produits culturels des règles de la concurrence sauvage que l'OMC applique à l'ensemble des produits et des services commerciaux ? On pose ici une question implicite : si la large coalition du mouvement altermondialiste (avec l'appui des pays du tiers monde bien souvent) a réussi à enrayer parfois le processus de mondialisation économique, comment pourrions-nous obtenir le même succès — en matière de diversité culturelle — sans une mobilisation identique qui déborde les acteurs culturels ? Louise Beaudoin souligne avec raison que le Forum social mondial a tardé à inscrire dans ses préoccupations la diversité culturelle. Il n'est pas trop tard pour en faire une priorité. Il reste six mois avant l'adoption de la Convention.

Abonnez-vous au journal Alternatives !

alternatives
LE JOURNAL

En vous abonnant, pour seulement 25 \$ par année, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, Bureau 300,
Montréal (Qc) H2X 2J1

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____
Courriel _____

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !
Pour en savoir plus :

www.alternatives.ca

Mars 2005